



Pierre GUYOT

Jeunes de France

un jeune soldat vous parle

L'arrivée au pouvoir de De Gaulle fut accompagnée d'une vague de démagogie le présentant comme l'homme de la paix et des 18 mois.

Mais maintenant la comédie de la fraternisation est loin. En Algérie la guerre redouble et malgré les mensonges de Malraux les exactions se multiplient comme en témoigne la lettre du jeune soldat Paul Lefèvre.

Des opérations de guerre se déroulent sur le sol même de la France.

Les 27 mois et les 30 mois pour les sous-officiers ont été instaurés.

On appelle les conscrits avant 20 ans et l'on prépare l'envoi de nouveaux renforts.

Comme il était logique de le prévoir dès le début, le général de Gaulle, porté au pouvoir par les gros colons d'Algérie ne pouvait pas être l'homme de la paix, mais l'homme de la guerre à outrance.

Mais si la guerre s'intensifie, la jeunesse de France intensifie aussi son action pour la paix — y compris à l'armée les jeunes soldats se rappellent qu'ils sont des citoyens conscients et agissent en tant que tels. Des dizaines d'entre eux ont fait savoir qu'ils respectaient la Constitution de 1946 qui prévoit que « la République n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ».

L'Union des Jeunesses Communistes de France tient aujourd'hui à porter massivement à la connaissance de la jeunesse, en l'appelant à soutenir un tel geste, la lettre envoyée au Président de la République par un de ces jeunes soldats.

Il s'agit du jeune soldat Pierre Guyot, fils de Raymond Guyot, membre du Bureau politique du Parti Communiste Français et député de Paris.

Lettre du soldat Pierre GUYOT

C.I.R. 2 Sarrebourg

au Colonel commandant le Centre d'Instruction

Sarrebourg le 2 septembre 1958.

Mon Colonel,

J'ai l'honneur de vous informer, ce que je dois à mes chefs, que j'ai adressé à Monsieur le Président de la République, une lettre où je lui dis mes sentiments et ma résolution de soldat français en face du drame algérien. Mon devoir est de vous adresser le texte de cette lettre.

Veillez agréer, mon Colonel, les sentiments respectueux d'un de vos soldats.

T. S. V. P.

Lettre du soldat Pierre GUYOT
à Monsieur le Président de la République

Sarrebourg, le 2 septembre 1958

Monsieur le Président de la République,

J'ai été incorporé le 1^{er} mai 1958 au Centre d'Instruction Régional N° 2 stationné à Sarrebourg, en Moselle. Mon instruction est aujourd'hui terminée et j'ai été désigné avec environ deux cents de mes camarades pour partir prochainement en Algérie.

Pendant les quatre mois de classes au Centre d'Instruction Régional N° 2, nos supérieurs, à maintes reprises, nous ont demandé de devenir des citoyens français, courageux, honnêtes, fraternels et bons, de devenir de véritables hommes. Toutes ces paroles répétées le jour du départ pour la détente, par le commandant Grosskopf, je tiens à les respecter pour l'honneur de ma patrie, la France, pour la République, pour ma conscience d'homme.

Pendant deux années, dans les trois usines où j'ai travaillé comme ajusteur : chez Névé, (20°), aux Duplicateurs Métro (20°), et à Intertechnique, Boulogne, avec des ouvriers algériens, nous avons plus d'une fois ri ensemble, mangé à la même table, nous étions de vrais copains et aujourd'hui on veut que j'aille faire la guerre à leur famille, à leur peuple, à leur patrie.

Les trois mots qui depuis mon enfance sonnent à mes oreilles : Liberté, Egalité, Fraternité, je les respecte et essaye de les faire respecter, non pas comme certains qui s'en servent de paravent pour supprimer la liberté au peuple de France et maintenir celui d'Algérie sous l'oppression, pour dénier à l'Algérie le droit à l'égalité avec la France, et pour étouffer la volonté de fraternité des jeunesses française et algérienne.

Or, la guerre coloniale, le sang, la peur, et la misère font perdre tout leur sens à ces trois mots. Ils ne peuvent le retrouver que dans la paix, la liberté et l'indépendance accordées au peuple algérien.

Aujourd'hui, je suis un soldat français et j'ai le devoir et le droit de porter un jugement sur les actes qu'on voudrait me faire accomplir. J'ai compris depuis longtemps, qui sont les inspireurs et les profiteurs de la guerre. Pour continuer leur pillage, ils sacrifient la vie de milliers de jeunes Français et gaspillent des milliards prélevés sur les travailleurs de notre pays. Où est l'intérêt de la France dans tout cela ?

En donnant l'indépendance aux Algériens, manquerions-nous des produits d'Algérie ?

Non, car le commerce s'améliorerait, s'intensifierait et seules auraient à pâtir de la liberté du peuple algérien les 200 familles des gros colons.

Pour moi, jeune ouvrier français, un travailleur algérien est un frère, sentiment que je n'éprouve pas par exemple à l'égard de Monsieur de Sérigny ou d'un général antirépublicain comme le général Massu.

Comme soldat français, je veux rester bon et fraternel, je veux mettre mes qualités d'homme au seul service des véritables intérêts de la France et je pense que la seule solution au problème algérien réside dans la négociation et la paix.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, en votre qualité de gardien de la Constitution de la République, j'ai l'honneur de vous informer de mon refus de porter les armes contre le peuple algérien.

Ma résolution a été encore renforcée par les événements survenus en Algérie depuis le 13 mai qui ont abouti à voir le général de Gaulle glorifier et combler d'honneur les partisans les plus odieux de la torture et de la guerre à outrance.

Ma décision est profondément réfléchie, elle est dans la logique de l'éducation reçue de ma famille et de mes maîtres de l'école primaire, rue Béranger, du Lycée Voltaire et du collège Dorian.

En vous la faisant connaître, mes pensées vont à mes camarades de chambrée et de section, aux soldats qui, comme moi, refusent de faire la guerre au peuple algérien, à tous ceux qui, de plus en plus nombreux veulent voir régner la paix et l'amitié entre le peuple français et le peuple algérien.

Veillez trouver, ici, Monsieur le Président de la République, le respect d'un soldat français.

Pierre GUYOT
C.I.R. 2

Après avoir lu cette lettre, que chaque jeune Français, « pour l'honneur de sa patrie, pour la République, pour le respect de sa conscience d'homme », agisse pour la paix en Algérie, agisse pour le NON à l'homme de la guerre à outrance, pour le NON à de Gaulle.

TOUS UNIS, nous barrerons la route au fascisme, nous gagnerons la bataille de la paix.